

" contrôler aujourd'hui... "

• une chance à saisir

Il est des chances qu'il faut savoir saisir : le Congrès de Toulouse en est une, réelle. Et qui ne concerne pas le seul PSU. Nous le constatons chaque jour par l'intérêt que suscitent à l'extérieur du Parti les textes préparatoires au Congrès. Combien de fois au cours de ces dernières semaines, à l'occasion de voyages et de rencontres, n'avons-nous pas entendu cette réflexion : « De nouveau, le PSU tient un langage clair et cohérent. Il sort de ses problèmes internes pour poser enfin les questions de tous ceux qui se battent quotidiennement pour le socialisme. Il n'était que temps ! » Il était temps, c'est vrai. Il n'est pas trop tard. Le projet de manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » montre que le PSU peut, lorsqu'il en a la volonté politique, travailler à la réalisation de ce projet socialiste cohérent que beaucoup espéraient voir naître, qu'ils soient ou non membres du Parti. Ce n'est pas en effet la seule existence du PSU qui est aujourd'hui en cause. Un parti peut toujours se survivre à lui-même et vivoter au fil des années avec ses petits moyens, ses petites actions et ses petites théories. Mais l'enjeu est désormais, fort heureusement, d'une tout autre nature. Il s'agit de savoir si, après avoir tant parlé de l'actualité du socialisme, le PSU se donne les moyens de la réaliser. Et ceci n'est possible qu'à deux conditions : que nous construisions une force politique suffisamment puissante, que nous élaborions un projet socialiste suffisamment mobilisateur.

Ces deux tâches sont à la fois urgentes et difficiles puisqu'elles se situent dans une période où les objectifs et la stratégie du programme commun PC-PS peuvent constituer, faute de mieux, pour beaucoup de travailleurs, la seule véritable alternative politique au régime. Ce problème est important. Ceux qui croient le résoudre par la simple dénonciation des « illusions électoralistes et réformistes » ne feront qu'accroître leur impuissance sans entamer sérieusement l'influence réformiste parmi les travailleurs. Nous croyons que le manifeste propose au contraire la seule attitude politique conséquente dans la période actuelle : celle qui lie constamment deux exigences : la première est de faire de la bataille politique qui s'engage une bataille de classe dont

l'enjeu soit le changement de régime et non du seul gouvernement. Nous ne pouvons le faire que si nous désignons clairement l'adversaire, la bourgeoisie et si nous en tirons toutes les conséquences quant à la nécessaire unité d'action de toutes les forces anticapitalistes qui se battent contre le régime. Mais il nous faut aussi, en raison même des chances qu'il s'agit de donner au socialisme, constituer un rapport de forces suffisant au sein du mouvement populaire pour opposer à une stratégie réformiste fondée sur l'occupation de l'Etat une stratégie révolutionnaire fondée sur le contrôle et le pouvoir des travailleurs. Et pour montrer aussi que la véritable alternative au capitalisme ne réside ni dans un système économique de capitalisme d'Etat, ni dans un système politique de démocratie bourgeoise « avancée », mais dans la réalisation d'un socialisme autogestionnaire.

Ce projet suscite, et c'est normal, un débat important au sein du Parti et du mouvement révolutionnaire. Sur le contenu de l'autogestion, nous y reviendrons. Mais aussi sur la nécessité ou non d'élaborer un projet de transition au socialisme. Nous pensons en effet, contrairement à ce que croient de nombreux camarades, que le problème du PSU, comme celui des forces qui peuvent se joindre à son combat ne peut se limiter aujourd'hui à la seule définition d'une stratégie anticapitaliste, et à quelques indications vagues sur la nature du pouvoir d'Etat après la prise de ce pouvoir.

Cette attitude, si elle a pour elle d'avoir été pendant longtemps celle d'une partie importante du mouvement ouvrier français, et notamment du PCF, est en fait totalement mythique : elle consiste à croire qu'un nouveau pouvoir, un nouveau modèle de société est inscrit « en creux » dans les luttes de ceux qui sont aujourd'hui les plus exploités, les plus dominés. Elle élimine, du même coup, toute réflexion sur les causes réelles d'apparition de nouvelles formes de domination, quand bien même les sources essentielles de l'exploitation économique auraient disparu.

« La dictature du prolétariat » exprime parfaitement ce raccourci politique. Le problème n'est pas de préciser fort gentiment qu'elle sera « démo-

cratique », et qu'il s'agit du pouvoir de la majorité des travailleurs sur la minorité des exploités : tout le monde, là-dessus, connaît ses classiques... Non, le problème, c'est justement de savoir pourquoi ce que Marx et Lénine ont toujours conçu comme foncièrement transitoire et infiniment plus démocratique que la « démocratie bourgeoise », s'est transformé, dans toutes les sociétés qui se réfèrent à la tradition marxiste, en dictature pure et simple, de longue durée, et largement en deçà des libertés politiques « formelles » accordées par lesdites démocraties bourgeoises. Et l'on n'échappera pas à un problème aussi fondamental par des pirouettes théoriques. Le projet de manifeste a au moins le mérite de s'attaquer à cette question décisive du pouvoir dans une société socialiste. Force est de constater qu'il est le seul à le faire.

C'est dans le même esprit que nous aborderons le débat sur l'autogestion qui constitue l'axe politique et l'élément de cohérence de l'ensemble du manifeste. Axe politique, disons-nous, et pas seulement mode d'organisation économique c'est dire que nous refusons aussi bien une conception de l'autogestion qui évacuerait le problème de la prise du pouvoir et de l'appropriation collective des moyens de production, qu'une expression technocratique de cet objectif. Il n'est que de lire attentivement le texte du projet de manifeste pour s'en rendre compte. L'objectif du socialisme autogestionnaire tel qu'il est en effet défini dans ce texte s'articule au contraire directement avec une

stratégie de contrôle des travailleurs sur l'organisation de leur travail et de leur vie. Le titre même : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » rend compte de cette articulation entre notre combat actuel et notre projet socialiste. La démarche du manifeste indique donc une cohérence, tant sur le plan stratégique que sur celui des orientations essentielles d'un projet socialiste.

C'est dire que si ce texte doit, à notre sens, au cours du Congrès, être amélioré considérablement dans sa forme comme dans son contenu (particulièrement sur les luttes paysannes, internationales et sur les minorités nationales), il ne peut être bouleversé dans sa démarche par des amendements qui lui seraient contradictoires sous peine de perdre son sens et son intérêt. Sur l'Etat, sur la nature de la transition au socialisme, sur l'autogestion, notre projet de manifeste présente sans doute des insuffisances. Mais il indique des orientations que, pour sa part, le Bureau National ne remettra pas en cause. Ce n'est pas là affaire de plus ou moins grande « rigueur » politique. C'est affaire de choix. Et le débat sur des points aussi fondamentaux doit être parfaitement clair. Le Bureau National ne demande pas seulement aux militants du Parti de prendre en considération le projet de Manifeste : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain. » Il leur propose également de l'améliorer. Non de le dénaturer.

GERARD FERAN

